

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 8 SEPTEMBRE, 1870.

L'AMBITION HAUT-CANADIENNE.

Quelques philosophes de l'antiquité, voulant expliquer l'origine du mal dans le monde, imaginèrent deux génies également puissants, l'un pour le mal, l'autre pour le bien. Ils vivaient dans un continuel antagonisme. Si l'un édifiait, l'autre démolissait. Si l'un vous soufflait à l'oreille droite l'amour du prochain, la concorde, le désintéressement, de suite l'autre vous soufflait à l'oreille gauche la haine, la guerre, la vengeance, l'égoïsme. Voilà ce que le Haut et le Bas-Canada font actuellement envers le territoire du Nord-Ouest. Ici, dans la Province de Québec, nous prêchons la paix, l'union, la justice égale pour tous les habitants de cette contrée, le respect des droits acquis, l'obéissance aux autorités constituées, protection pour les faibles et naïves populations du pays contre cette horde de bonte-feu et d'aventuriers prêts à faire irruption dans ce territoire; nous voulons les relever, ces populations, les traiter comme des frères et non comme des parias. Nous voulons l'égalité devant la loi pour tous, qu'ils s'appellent sauvages, métis, anglais, français, etc.

Là haut, dans la Province d'Ontario, à Toronto surtout, que voyons-nous? des cris, des hurlements de féroce vengeance, des appels frénétiques à la haine, à la guerre sainte, aux plus stupides préjugés, des avalanches des plus grossières injures jetées à la face des plus éprouvés et plus illustres hommes publics du Bas-Canada, à la face du zèle et patriotique Evêque de St. Boniface, Mgr. Taché, à la face de tout ce qui porte un nom français. Il leur faut, à ces messieurs d'Ontario, gouverner et dominer en pachas dans ce vaste territoire, traiter ses habitants comme des ilots, exploiter ce pays à leur profit exclusif, abattre tous ceux qui ont la confiance du public, y détruire surtout l'influence canadienne française.

Nous n'hésitons pas à le dire: la conduite du Haut-Canada, dans cette grave question, a causé toutes nos difficultés avec le Nord-Ouest et le mobile de cette conduite: c'est la jalousie de notre influence au Nord-Ouest. Le Haut-Canada ne pardonnera jamais à Mgr. Taché d'avoir réussi à pacifier le pays. Nous croyions cependant avoir fait disparaître à jamais l'ancien antagonisme entre le Haut et le Bas-Canada. Nous avons consenti à la Confédération, pour apaiser ce *cerbère* qui est toujours là, veillant, aboyant et mordant, quand il le peut. Il ne faut pas se le cacher, la Confédération devrait être le tombeau des canadiens-français, d'après les calculs de nos co-sujets du Haut-Canada. Lord Durham avait déjà entrepris cet enterrement. L'Union des deux Provinces en 1840, c'était le glas funèbre du Canada-français, suivant les vœux et les prévisions des autorités. Grâce au patriotisme intelligent de nos chefs, à la conduite noble et désintéressée du Bas-Canada, tous ces calculs machiavéliques ont été déjoués, tous ces pièges qu'on croyait si habilement dressés, ont été évités, et aujourd'hui les habitants du Nord-Ouest, ceux du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse nous regardant comme des frères, mais se défient des matamores d'Ontario. Pourquoi l'Isle du Prince Edouard et la Terre-Neuve se tiennent-elles à l'écart? Pourquoi préfèrent-elles vivre dans l'isolement? Pourquoi ne se pressent-elles de faire partie de la Confédération? C'est qu'elles ne veulent pas être la proie des tyrannaux du Haut-Canada. Une société léonine n'a jamais été populaire. Si l'œuvre de la Confédération est encore incomplète, c'est grâce à la Province d'Ontario, à ses fanatiques habitants, ces Prussiens du Canada qui veulent tout absorber à leur profit et qui comptent parmi eux plusieurs Bismarck au petit pied. Si Louis Riel s'appelait John Jones ou Duncan McDougall, et si le défunt Scott, fût-il simplement J. Bte. Papineau, il n'y aurait jamais eu de *meeting* d'indignation à Toronto. La tranquillité et la concorde régneraient aujourd'hui au Nord-Ouest.

PIERRE RYAN.

LA COUR DE POLICE.

Il nous arrive tous les jours des faits et des encouragements qui nous démontrent que nous sommes réellement l'écho de l'opinion publique en dénonçant l'administration de la justice à la Cour de Police. Ce qui nous étonne, c'est que les avocats qui pratiquent devant cette Cour, aient pu endurer un pareil état de choses si longtemps. Nous comprenons les considérations qui peuvent arrêter la protestation sur les lèvres de l'avocat, mais il est des faits devant lesquels l'honneur du Barreau, lorsqu'il existe encore, doit se revolter. Le Barreau ne doit pas permettre que l'administration de la justice devienne une farce, une risée, une loterie où le hasard règle le sort des plaideurs.

Les Cours civiles ont subi des améliorations qui ont un peu ranimé la confiance publique; mais, chose étrange! pendant qu'on faisait des réformes ici, on souffrait là des abus intolérables.

Nous comprenons les exigences auxquelles un gouvernement est soumis; nous connaissons les obligations qui l'influencent et lui donnent tant de trouble dans la distribution du patronage public. Un gouvernement a le droit de placer un ami, de lui donner un emploi qui lui permettra de vivre honorablement. Mais il faut que cela se fasse décemment, sans danger pour l'ordre public et l'exécution des lois. Il faut surtout prendre garde de favoriser un ami aux dépens des intérêts sacrés de la justice et des sentiments d'honneur de tous les honnêtes gens.

Il n'y a que dans les sociétés corrompues et délabrées qu'on laisse flétrir et tomber dans le discrédit des choses si dignes de respect. Les abus de la justice sont pour beaucoup dans les révolutions des temps modernes.

Lorsqu'un gouvernement ferme les yeux sur de pareils scandales, qu'il les autorise même, lorsqu'il permet de violer l'arche sainte de la justice, il mérite de tomber avec ses créatures sous le mépris public.

Il s'est déjà élevé des protestations contre la manière dont la justice est administrée à la Cour de Police, nous les répétons publiquement au nom de l'opinion publique et nous demandons au gouvernement d'intervenir dans son intérêt et celui de la société.

Qu'on fasse une enquête, qu'on interroge tous les avocats qui se respectent, et on ne rencontrera qu'un même sentiment, une même opinion. Beaucoup manifesteront certaines sympathies pour M. Bréhaut et parleront d'exigences malheureuses, de nécessité, mais tous n'auront qu'une voix pour dire qu'il est bien malheureux que la société porte la peine des événements qui ont mis M. Bréhaut sous les soins du gouvernement.

Qu'on lui donne une position qu'il pourra remplir, personne ne trouvera rien à redire, mais qu'on le fasse juge, c'est inexplicable. Si on le fait monter sur le Banc seulement, parce qu'il faut lui faire une bonne position, chacun a le droit de dire à M. le premier ministre ou à M. le Procureur-Général: "donnez-moi votre place, j'en ai besoin." Et alors inutile d'étudier le droit et la politique, inutile de travailler! Ce serait même de la folie de le faire, puisqu'on a plus de chance de parvenir en restant pauvre et ignorant. Ce serait la société organisée sur de nouvelles bases et en opposition à la sentence de Dieu qui a condamné l'homme au travail.

Malheureux alors serait celui qui naitrait avec des talents et l'amour du travail, il ne pourrait jamais espérer de parvenir à des fonctions honorables.

Nous savons combien de colères s'attirent ceux qui entreprennent de dénoncer les abus; mais malgré ces colères, malgré même la délicatesse d'une pareille tâche nous l'entreprenons, espérant qu'il suffira de signaler au gouvernement de si étranges abus pour qu'aussitôt il y mette ordre. Il est quelque chose au-dessus des intérêts individuels et des amitiés les plus honorables, ce sont les intérêts de la société, l'honneur de la Justice.

A continuer.

MEMORIAL NECROLOGIQUE.

Nous avons à déplorer aujourd'hui la mort de M. Pierre Benoit, député du comté de Napierville au Parlement de Québec. Affligé depuis plusieurs mois d'une douloureuse maladie, il a constamment montré au milieu de ses souffrances cette résignation à toute épreuve qui embellit l'existence du juste et adoucit ses épreuves au moment suprême.

Le comté de Napierville perd en lui un représentant intègre et capable, et le pays un de ses meilleurs citoyens. Comme notaire, M. Benoit avait su, par ses fortes études et la scrupuleuse exactitude de ses procédés, inspirer la confiance du public et se faire une réputation considérable. Comme homme public, il sut s'attirer la considération et l'estime de ses amis comme de ses adversaires et contribua une forte part aux travaux de la législation.

Ses funérailles ont eu lieu, hier, à Napierville, au milieu d'un grand concours des citoyens les plus marquants du comté et des localités environnantes, qui s'étaient rendus, en dépit du mauvais temps, pour rendre les derniers devoirs à cet homme de bien.

M. Benoit était âgé de 44 ans. Il laisse une épouse et une jeune et nombreuse famille.—*Franco Canadien* du 28 août.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

Encore une étape douloureuse pour la France et ceux qui s'intéressent à son sort, encore un coup terrible, le dernier peut-être. Tout le monde avait les yeux fixés sur McMahon qui, parti de Wissembourg où il avait été battu, opérait depuis trois semaines une heureuse retraite, recevant tous les jours des renforts qui semblaient devoir le mettre en état de lutter contre les armées prussiennes.

Il s'était rendu à Châlons, il y a quelques jours; on crut qu'il allait se diriger sur Paris. Mais non, détournant sa course, il s'en alla du côté de la frontière belge pour de là opérer sa jonction avec Bazaine renfermé à Metz et tenu en échec par les armées du Prince Frédéric Charles et du prince de Saxe qui venait d'arriver.

Le prince de Prusse voyant les mouvements de McMahon revint, lui aussi, sur ses pas; il comprit qu'il ne pouvait se rendre sous les murs de Paris avec les armées de McMahon et de Bazaine derrière lui. Pendant que l'armée française, forte de 225,000 hommes, se dirigeait de la frontière belge vers Montmédy, dans la direction de Metz, le prince royal de Prusse, le prince de Saxe et Steinmetz partaient de trois points différents avec 350,000 à 400,000 pour lui barrer le chemin. Quelle situation terrible! Le moment vint où M. Mahon et Bazaine, pour se rencontrer et sauver la France, étaient obligés de percer une muraille vivante de 500,000 Prussiens, car le prince Charles Frédéric était resté à Metz avec 150,000 hommes pour le tenir en échec pendant que les trois autres armées prussiennes se préparaient à écraser McMahon.

Bientôt dépêches sur dépêches arrivèrent annonçant que la lutte terrible et sanglante était commencée.

Pendant trois jours le monde entier fut dans la plus grande émotion; les nouvelles les plus contradictoires jetaient tous les esprits dans la stupeur. Des batailles effroyables avaient eu lieu entre McMahon et les trois armées prussiennes d'un côté et entre Bazaine et le prince Charles Frédéric de l'autre, et les deux parties réclamaient la victoire.

D'après certaines rumeurs, les Prussiens avaient eu 30,000 hommes mis hors de combat, et McMahon avait traversé la Meuse et marchait sans encombre à la rencontre de Bazaine qui

de son côté battait pendant ce temps-là le Prince Frédéric Charles. D'autres rumeurs parlaient d'une défaite terrible de l'armée de McMahon qui aurait été coupée en deux et dont une partie aurait été faite prisonnière.

La vérité était encore plus effrayante que cela pour les Français.

McMahon se voyant cernée par des forces innombrables qui augmentaient à chaque instant, se jeta à travers des armées prussiennes, décidé à risquer tout pour tout. Après une lutte héroïque de deux jours dans laquelle les Français se battirent comme à Forbach et à Wissembourg, un contre trois ou quatre, l'armée française était mitraillée, écrasée, et McMahon blessé remettait le commandement à son aide de camp, le général Wimpfen qui capitulait—40,000 hommes étaient faits prisonniers avec l'empereur lui-même.

Cette nouvelle produisit une commotion terrible dans le monde entier. On refusa d'abord d'y croire; mais lundi matin le télégraphe nous apportait la proclamation suivante du gouvernement français:

Au peuple Français.

Le pays vient d'éprouver un grand malheur. Après trois jours d'une défense héroïque de l'armée de McMahon, contre trois cent mille hommes des forces de l'ennemi, 40,000 soldats français ont été faits prisonniers.

Le général Wimpfen qui a pris le commandement de l'armée en remplacement de McMahon qui a été grièvement blessé, a signé la capitulation. Ce cruel revers n'ébranlera pas notre courage. Paris aujourd'hui est dans un état complet de défense. Les forces militaires du pays seront organisées dans quelques jours. La nouvelle armée sera sous les murs de Paris et une autre armée se forme sur les rives de la Loire. Votre patriotisme, votre union, votre courage sauveront la France. L'Empereur a été fait prisonnier durant le combat. Le gouvernement de concert avec les autorités publiques prendra les mesures nécessitées par la gravité des événements.

(Signé) etc.

Les Chambres françaises accueillirent avec une douleur inexprimable ces terribles nouvelles.

Au Sénat M. Jérôme David, l'un des ministres, commentant ces nouvelles ajouta: que la défense de Paris était dans la meilleure condition et que selon l'opinion des juges compétents, elle était capable de résister à tous les efforts de l'ennemi. Défendons Paris, dit-il, sous les murs et dans les rues, et s'il le faut, ensevelissons-nous sous ses ruines.

Au Corps Législatif.

Au corps Législatif, l'exposé de la situation est semblable à celui fait dans le Sénat.

M. Jules Favre dit: "Nous sommes tous d'accord à nous défendre jusqu'à la mort."

Ces paroles sont couvertes d'applaudissements.

Il ajoute: "Il est temps qu'on en finisse avec la soumission aveugle, si nous voulons réparer nos désastres."

Dictature de Trochu proposée.—Protestations.

Il termina en attaquant le pouvoir impérial et proposa de placer entre les mains du général Trochu des pouvoirs extraordinaires.

Le comte de Palikao et la Chambre protestèrent.

Pendant que l'empereur désarmé était conduit en Allemagne, le peuple de Paris répondait à la nouvelle de sa défaite par les cris de "vive la république! à bas Napoléon!" Cent mille hommes marchaient sur le Corps Législatif et demandaient la déchéance de l'empereur et la continuation de la guerre. Les représentants de la France cédaient aux vœux du peuple et formaient une république avec un gouvernement provisoire ainsi composé: ministre de l'intérieur, Léon Gambetta; ministre des affaires étrangères, Jules Favre; ministre des finances, Pierre Magne; ministre de l'instruction publique, Jules Simon; ministre de la justice, Emmanuel Crémieux; ministre de la guerre, le général Trochu, président du conseil; secrétaire-général du gouvernement provisoire, André Lavertigne. Les portes de la salle du Corps Législatif son été scellées.

Le programme du nouveau gouvernement est:—Guerre à mort. L'enthousiasme a déjà succédé à la stupeur et à l'indignation; on se réunit autour du nouveau gouvernement et on lui demande la victoire à grands cris. Quel peuple! Quelle nation peut être assez audacieuse pour espérer de l'abattre et le subjuguier!

Il a bien fait; l'empereur a eu ce qu'il méritait; on ne conduit pas un pareil peuple à la boucherie avant de savoir si on a des soldats et des armes. D'un autre côté le parti républicain en demandant sans cesse le désarmement de la nation partage avec l'empereur la responsabilité de la défaite.

Nous croyons cependant que dans les circonstances, la république est ce qu'il fallait à la France pour lui rendre l'énergie et la confiance. Il y a encore place pour l'espérance.

L'Impératrice est partie pour l'Allemagne; le roi de Prusse lui ayant permis d'aller voir son fils et son époux malheureux. On dit McMahon mort. Pauvre McMahon!

On dit que le général de Failly est responsable de la défaite de Sedan comme de celle de Wissembourg. McMahon le croyant traitre a donné ordre aux soldats de le tuer sur le champ de bataille; il tomba aussitôt percé de balles.

Il faut s'attendre à une suite d'événements extraordinaires à un embrasement général, peut-être, car l'orgueil de la Prusse exalté par de si grands triomphes ne tardera pas à soulever des colères dans toute l'Europe.

Une correspondance d'Edmond About sur la bataille de Wissembourg renferme des anecdotes intéressantes. Si quelques misérables ont jeté leurs fusils sur la route, nous avons vu un turco blessé à mort se cramponner obstinément à son arme, l'emporter avec lui sur la civière, et mourir sans lâcher prise. Un jeune Kabile, beau comme la nuit, sanglotait à l'ambulance du Château.—Ta blessure te fait bien mal, pauvre turco?—Non, je pleure de n'être pas mort avec mes quatre frères. Nous étions cinq fils du même père dans la même compagnie, et il faudra que je rentre seul au pays.

Un soldat du 99^e arrête un bourgeois et lui dit: "Voyez-vous cet homme, qui porte une capote comme la nôtre? C'est notre colonel, il a fait le coup de fusil avec nous toute la journée et tué plus de Prussiens que pas un de nous."

Les cuirassiers racontent que dans une de ces malheureuses charges, où trois de leurs régiments ont presque entièrement péri, il fallut galloper sur le corps des blessés français. Les malheureux se relevaient à demi, entre les jambes des chevaux et criaient: Vive la France!

Le colonel Parmentier, du génie, a eu deux chevaux tués sous